



TENDANCES

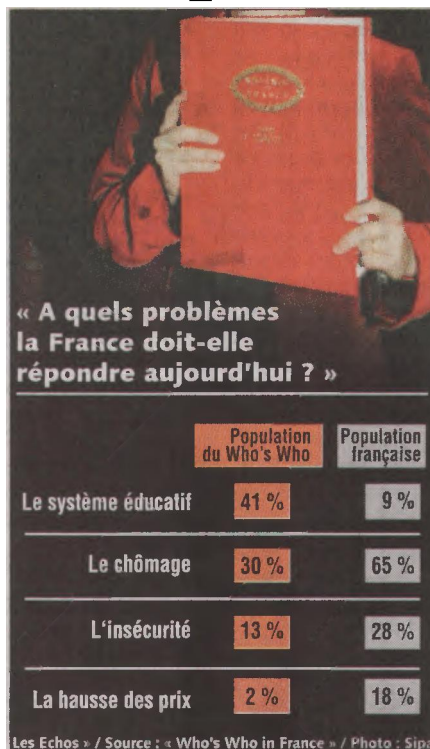
Société : les élites françaises pour une « rupture radicale »

Au moment où le président de l'UMP, Nicolas Sarkozy, officialisant sa candidature à l'Élysée, plaide pour une « rupture tranquille », le « Who's Who in France » publie un sondage réalisé auprès de ses membres révélant que ceux-ci attendent plutôt une « rupture radicale ». L'enquête, mise au point avec le sociologue Gérard Mermet, a été effectuée sur Internet par l'institut Panel on the Web en octobre 2006. Sur les 12.000 questionnaires envoyés, 2.535 ont pu être analysés (*). Les réponses témoignent de l'espoir de changement porté par cette élite, à cinq mois de l'élection présidentielle : 59 % des personnes interrogées pensent que la France doit engager des « réformes radicales » et 41 % veulent des « réformes progressives ».

Les opinions se partagent autour d'un axe public-privé : les chefs d'entreprise et les professions juridiques espèrent des modifications rapides et concrètes, tandis que les responsables politiques et les hauts fonctionnaires, sans doute plus conscients des éventuelles réticences de la population française, paraissent moins impatients.

Une réconciliation est-elle possible ?

Cette volonté de réforme se fonde sur un diagnostic critiqué de la société française : 41 % des sondés estiment que le pays est « immobile » et 29 % jugent même qu'il est en « déclin », quand seulement 13 % parlent de « progrès ». Mais, de manière surprenante, cette élite semble douter d'elle-même. Elle porte en effet un regard sévère sur la responsabilité des acteurs traditionnels du changement, notamment les syndicats, les partis politiques et les médias, alors que ces catégories sont



surreprésentées dans le « Who's Who » : 81 % des personnes interrogées affirment ainsi que l'influence des organisations de salariés est « défavorable ». Elles font, à l'inverse, confiance à la « technologie » et à la « mondialisation », deux facteurs sur lesquels elles n'ont pourtant guère de prise. Tournées vers le reste du monde, elles sont favorables à l'élargissement de l'Union européenne, parce qu'elles estiment, dans 90 % des cas, que le fait pour la France de faire partie de l'UE est une « bonne chose ». Ce qui les distingue du reste de la population française, dont la moitié seulement partage cette vision, selon l'enquête Eurobaromètre réalisée en juillet 2006 par TNS Sofres.

Le décalage, qui s'est cristallisé lors du référendum sur le traité constitutionnel le 29 mai 2005, est aussi frappant sur les préoccupations exprimées par les uns et les autres : alors que

les élites placent au premier rang la dégradation du système éducatif, la montée du chômage et l'aggravation de la conjoncture économique, elles s'inquiètent moins des effets concrets de cette situation, comme la hausse des prix et la difficulté à se loger, qui touchent de près le reste de la société. Mais, plutôt que de parler de divorce, Gérard Mermet veut croire qu'une réconciliation est possible.

CARINE FOUTEAU

(* L'échantillon a été « redressé » afin d'être représentatif de l'ensemble des personnes inscrites dans le « Who's Who in France » (90 % d'hommes, 81 % de personnes âgées de 50 ans et plus, 44 % de Parisiens, etc.).

➤ Retrouvez le sondage « Who's Who in France » sur www.lesechos.fr/documents